

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Des recompositions du social éclaté

Claude Martin et Gilbert Renaud

Numéro 20 (60), automne 1988

Des recompositions du social éclaté

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034105ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034105ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Martin, C. & Renaud, G. (1988). Des recompositions du social éclaté. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (20), 3-7. <https://doi.org/10.7202/1034105ar>

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1988

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Présentation

Des recompositions du social éclaté

Ce numéro de la *Revue internationale d'action communautaire* est le fruit d'un lent processus de collaboration amorcé il y a un peu plus d'un an entre deux équipes de recherche, en vue de l'organisation d'un séminaire international sur le thème de « l'éclatement du social ». Ce séminaire a réuni, à l'Université de Caen, une trentaine de chercheurs, principalement français et québécois, et il n'aurait pu se tenir sans la généreuse contribution du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise, que nous tenons à remercier ici.

Au départ de ce projet, un constat : l'éclatement du social suscitait un engouement — voire une certaine unanimité — chez les analystes du social. Si rien ne semblait plus fonctionner « comme avant », l'éclatement du social apparaissait par ailleurs comme une sorte de nébuleuse que la « mode » avait contribué à répandre. Il suggérait, de plus, l'idée d'une crise du secteur social : crise des politiques sociales, crise des interventions sociales professionnalisées, mais aussi, si l'on en croit certains analystes, crise des modes de compréhension de la société. Consensus fragile donc autour de la reconnaissance d'un « ébranlement » du social et du discours qui entend en rendre compte.

Cependant, le problème se complexifiait, dès lors que s'imposait un deuxième constat, également à l'origine du séminaire : un certain nombre de chercheurs participent à la construction et à la visibilisation d'un champ de recherche particulier, « le social », sans qu'il soit possible d'en offrir une définition précise. Certains entendent qualifier ainsi un ensemble organisé d'interventions sociales plus ou moins directement liées à l'État, renvoyant donc plutôt leurs travaux à une sociologie des organisations ou des professions, ou encore à une approche sociologique des politiques sociales et des appareils d'État. D'autres, en revanche, rangent sous ce vocable les rapports sociaux de proximité, les sociabilités, les modes de vie, etc., rapprochant ainsi « social » et lien social. Une deuxième nébuleuse se greffant à la première, la question se dédouble : qu'est-ce que le social ?... éclaté ?

Les organisateurs du séminaire tenu à Caen espéraient contribuer à l'éclaircissement de cette « nébuleuse fourre-tout » dans laquelle il devient parfois ardu de se repérer. En réunissant des chercheurs aux perspectives différentes autour de ce thème, le séminaire devenait un lieu enrichissant de confrontation. Le « bon vieux débat » intellectuel allait s'y reproduire, qui a tant contribué au développement des connaissances. Mais encore fallait-il que ce débat soit au préalable problématisé et lancé.

Du social improbable au social incontournable

Pourquoi le « social », objet improbable tant il est évanescent ou second au regard d'autres interrogations sociétales, est-il devenu un objet concret d'investigation et d'intervention ? Telle paraissait être l'une des questions auxquelles il fallait essayer de répondre. Car qu'est-ce que le social ? Un entre-deux, un espace recouvert par et recouvrant d'autres espaces, un lieu où semble se jouer aussi la production de la société. Il n'est pas insignifiant d'ailleurs de se rappeler qu'il fut impulsé comme lieu d'investigation et de réflexion, non pas tant en résultante d'intérêts de connaissance des sciences sociales, qu'en raison de soucis de maîtrise et de gestion du politique, que ce soit lors de la poussée solidariste, en France, au tournant du siècle, ou lors de son avènement récent comme (bon) objet de recherche.

Ne faut-il pas en effet saisir par quelle condensation historique le « social » est devenu un objet unitaire recouvrant une nature protéiforme ? Autrement dit, avant d'essayer de saisir comment et pourquoi le « social » éclate, ne faut-il pas s'efforcer de rendre compte de ce qui en a fait une catégorie monopolistique, un lieu incontournable de réflexion sur la société, alors qu'il semblait originellement s'apparenter davantage à un lieu mythique et incertain ?

Et les sciences sociales ?

Nombreux sont, par ailleurs, les constats d'une fissure dans l'idéal scientifique des sciences sociales, résultant d'une rupture tant de l'unité d'esprit que de l'unité d'objet. La prise de conscience qu'il n'existe plus de paradigmes dominants en sciences sociales capables d'organiser théoriquement le travail s'allie à une (re)découverte des vertus d'une sociologie compréhensive et à une mise en avant des « technologies douces » au sein du travail empirique. L'évidence scientifique des sciences sociales se trouve diluée d'autant. Il faut alors, peut-être, se demander :

- Si les sciences sociales, dans leur volonté positive de rigueur, n'ont pas souvent développé une raideur de la perspective analytique et ne se sont pas rendues incapables de saisir autre chose que du structurel.
- Si les interrogations identitaires qui touchent aujourd'hui les sciences sociales conduisent à affaiblir ou à relativiser l'objet originel que leur avait assigné entre autres, Durkheim : la totalité sociale.
- Si l'on n'assiste pas à une prolifération d'objets dont la connaissance risque à terme d'être difficilement sommable. Le « social » paraît d'ailleurs particulièrement remarquable à cet égard, tant cette oeuvre de diffraction finit par le rendre impalpable.

Dès lors, que devient le projet des sciences sociales ? Face à une multitude d'objets partiels et donc en l'absence d'une totalité unifiée, quelle connaissance peuvent-elles produire et quel statut accorder à la connaissance produite ? En d'autres termes, comment envisager sereinement, c'est-à-dire autrement que par un coup de force digne du spiritualisme durkheimien à l'égard de la conscience collective, l'inférence du micro au macro-sociologique ? Quelles passerelles logiques peut-on jeter entre les deux, pour éviter de contraindre l'analyse de ces objets

partiels à un saut analytique quasi magique ? Ou, en l'absence de passerelles, faut-il confiner la connaissance aux rivages du micro-sociologique et de la socialité quotidienne ?

Les questions ne cessent, en fait, de jaillir. Est-ce à dire que le « social » n'aurait de sens qu'à être factice, ne résiderait en somme que dans une illusion nécessaire au vivre-ensemble ? Comment penser et poser l'écart entre une micro-sociologie et une sociologie spontanée ? Où situer — et comment le faire — la connaissance de « bon sens » que les acteurs sociaux produisent et possèdent nécessairement pour se mouvoir dans toutes les situations d'intersubjectivité et la connaissance que les sciences sociales peuvent produire de ces situations ? En viendrait-on à dire que la seconde ne serait que la reformulation, le redoublement formalisé en quelque sorte, de la première ? Quel projet, en conséquence, tant scientifique que socio-politique, assigner à une telle oeuvre ? Les sciences sociales ont-elles encore un sens si elles renoncent à leur tentation démiurgique d'énoncer un devoir-être collectif ?

Sciences sociales et demandes

Compte tenu de leur diffusion mondaine, de leur sollicitation médiatique pour toute question de « société » et de l'adoption généralisée d'une vulgate sociologique pour aborder les relations humaines, les sciences sociales sont régulièrement convoquées pour livrer la parole d'expertise. Elles se trouvent dès lors confrontées à une nécessaire socialisation de leurs savoirs disciplinaires et à une effective demande d'utilité pratique, devenant toutes deux une condition d'existence et d'exercice. Mais comment peuvent-elles se situer à l'endroit de cette nouvelle donne contextuelle ?

En l'oubliant, les sciences sociales ne s'exposeraient-elles pas au risque de s'ériger en sciences sociales autistes, menacées d'une perte d'adhérence avec le corps social, et ne s'orienteraient-elles pas rapidement vers un épuisement de leur pertinence et de leur crédibilité ? En même temps, à trop vouloir coller de près à cette nouvelle situation, n'encourraient-elles pas le danger de voir disparaître toute ambition théorique et toute prétention à un savoir humaniste au profit d'une compétence et d'une efficace pratiques posées comme fins ultimes ?

Tirillées entre un modèle hiéocratique et un modèle technocratique, les sciences sociales ne semblent plus aujourd'hui être en mesure d'offrir une image identitaire univoque. Elles ne paraissent pas dès lors capables de garantir un niveau minimal de « capacité scientifique » — seul à même de permettre d'éviter une négociation au coup par coup, sans principe régulateur, de la légitimité de « l'acte sociologique » — et laissent libre cours à des activités hétérogènes de production de connaissance qui se revendiquent toutes de leur paternité.

Le « social » paraît justement être un des principaux domaines où se joue ce rapport des sciences sociales à elles-mêmes au travers de cette demande d'utilité pratique. Le « social » se présente en effet comme un terrain privilégié d'expérimentation de cette socialisation des sciences sociales et donc d'interrogation sur leurs finalités.

Un social insoumis

Si l'oeuvre réparatrice s'opérait sans trop de heurts à l'époque de l'État providence, et donc ne soulevait guère d'interrogation quant au statut de ce « social » que l'on travaillait, ce ne semble plus être le cas désormais. Le mouvement contradictoire — accroissement des problèmes sociaux et raréfaction de l'argent social — qui spécifie la configuration de l'époque actuelle a exacerbé, développé et promu la « tentation rationalisatrice » comme seul mode de pensée, et par la suite comme seul mode d'action opérationnel, afin de réguler les problèmes du moment. Le repli réflexe sur le technocratisme peut être compréhensible. Mais ne mène-t-il pas à faire peu cas de ce « social » que l'on comptait travailler en l'effectuant ? L'échec patent que connaît l'entreprise de rationalisation semble le confirmer.

Commence en conséquence à poindre l'idée que l'on ne travaille pas le « social » comme on gère une entreprise ou encore comme on élabore un plan d'aménagement des sols. Le « social » ne serait-il pas en fait irréductible à tout schème purement formel ? En ce sens, c'est à un social insoumis que nous serions confrontés. Insoumission qui est une invite à l'analyse, à la recherche d'autres angles d'attaque, de mise en perspective, à la découverte de nouvelles formes d'appréhension de cet objet que l'on a souvent voulu traiter avant même de s'interroger sur sa nature, sur sa spécificité. Dans cette optique, l'échec de la tentation technocratique ne constitue-t-il pas une occasion que l'on se doit de saisir ? Puisqu'il semble désormais clair que l'on ne saurait « fabriquer du social » comme on produit n'importe quel autre objet, n'est-il pas temps de réviser notre manière de penser le social ? Puisque ce « social » se refuse à une mise en forme rationnelle et semble toujours se déliter en d'autres formes dès lors que l'on pense l'approcher un peu, n'est-il pas temps aussi d'abandonner nos schémas d'analyse habituels et de nous essayer à en construire d'autres ?

Après

Le séminaire a eu lieu et le débat s'est tenu... Sur le coup, il est apparu que « l'unanimité » relevait davantage d'une reconnaissance de l'ébranlement et du « renouveau » qui s'ensuit. Par la suite, les lectures divergent quant à ce qui est ébranlé et à ce qui s'ensuit... La confrontation s'est poursuivie sans que l'éclaircissement n'advienne. Les constats de départ ont rejailli. Faut-il voir là, à nouveau, l'insaisissabilité même du social, qui se conforme à nos appréhensions en même temps qu'il s'y dérobe ?

Cependant si, au départ, il avait semblé que le thème de l'éclatement constituait un pôle de rassemblement, il s'avérait à l'exercice qu'il ne recueillait plus l'assentiment des chercheurs. Le séminaire a permis d'éclaircir les polarisations... Toutefois, si l'éclatement ne semble plus s'avérer adéquat pour qualifier le social ébranlé, le questionnement posé au départ du séminaire conserve toute sa pertinence. Dans les pages qui vont suivre, on trouvera d'ailleurs certains des textes qui ont alimenté cette réflexion, auxquels se sont joints d'autres articles issus de la quête de réponses aux questions soulevées. À terme, on s'aperçoit que les questions ont servi à en formuler de nouvelles, comme quoi la connaissance se produit au rythme de nos déplacements...

D'ailleurs, il en va de même pour la production d'un numéro de revue. L'idée de départ se transforme au gré des réponses sollicitées et obtenues, et chaque numéro devient une aventure pour ceux qui le planifient initialement. Le point d'arrivée est différent de ce que l'on avait imaginé au départ. Et c'est pourquoi, à terme, il nous semble que l'ensemble de ce numéro livre davantage une réflexion sur des processus de « recomposition du social ». La réponse nous a conduits à cette vision globale du travail de la société et de la sociologie, qui se caractériserait mieux par le thème de multiples recompositions à l'oeuvre. Cependant, nous l'admettons : nous sommes peut-être aussi victimes de la nouvelle illusion d'optique qui gagne le milieu des « penseurs sociaux ». En effet, ceux-ci ne semblent pas à l'abri des modes qui, à l'instar de celles qui prévalent dans nos sociétés, se succèdent à un rythme accéléré comme pour créer l'illusion que l'on n'arrête pas de progresser et de mieux saisir le social. Affaire d'habitus : on épouse les modes qui nous distinguent...

Une fois établi ce « principe d'unité », il nous est apparu que ces recompositions jouaient à trois niveaux. C'est ainsi qu'un premier sous-ensemble d'articles met en lumière une fragmentation du social qui semble se reconstruire et devenir intelligible dès lors que l'on abandonne un certain point de vue. Une deuxième piste concerne les rapports « ambigus » entre le sociologue et le social. Indissociable du discours que l'on tient à son égard, le social est construit par la sociologie et là aussi des recompositions voient le jour à travers le questionnement des postures sociologiques. Finalement, la recomposition est perceptible au niveau politique, assailli qu'il est par tout le travail qu'une société fait sur elle-même, et soucieux qu'il se veut de veiller à la négociation constante entre les acteurs sociaux. À cet égard, notre collègue Frédéric Lesemann s'est chargé de réunir un certain nombre d'analyses des travaux de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux (commission Rochon), chargée, entre autres, de soumettre au gouvernement québécois un ensemble de recommandations quant à l'orientation du secteur socio-sanitaire.

Voilà l'unité découpée... Mais on a beau vouloir faire l'unité dans un numéro, dès lors qu'on souhaite aborder le « social », il semble bien que seuls de multiples discours contradictoires parviennent à en donner une image satisfaisante.

Claude Martin
Gilbert Renaud